

Le long mai 68 dans l'État espagnol

vendredi 3 août 2018, par [GARI Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2018).

Dans la décennie 1964-1974, juste avant la mort du dictateur, le temps s'est accéléré dans l'État espagnol. C'étaient les années de la fin du régime de Franco. Une époque où les changements dans le monde se multipliaient ; une époque où proliféraient de nouvelles expériences, dirigées par la gauche politique et sociale.

Sommaire

- [Mai 68 en Espagne a commencé](#)
- [Caractéristiques spécifiques](#)
- [Éléments communs avec révoltes](#)
- [Conséquences politiques](#)

L'Espagne a connu dans les années soixante un développement économique important et l'apparition des courants politiques liés à l'Opus Dei ou autour de gens comme Manuel Fraga Iribarne (années leader plus tard dans la démocratie du Parti populaire) au sein du régime qui, à travers des changements cosmétiques très limités, cherchaient gagner une nouvelle légitimité pour la dictature auprès des puissances occidentales en tant que régime autoritaire acceptable.

De nombreuses années ont passé avant que le mouvement ouvrier ne se remette de la défaite de 1939. Il est très important de garder à l'esprit que l'un des succès de la dictature a été de rompre la transmission des idées, des traditions et des expériences des organisations de la gauche vers les générations suivantes. Il n'y avait pas une mémoire vivante de son histoire. L'histoire hégémonique (et presque unique) était celle des vainqueurs, celle du régime de Franco. De même, le régime autarcique franquiste a rendu très difficile l'accès à la production littéraire, au débat économique et aux conceptions politiques socialistes et antifascistes, mais en vérité il n'a jamais réussi à imposer l'isolement intellectuel et l'autarcie. Il y avait plusieurs canaux qui permettaient l'osmose des idées et des courants.

Grâce à l'élection des commissions des travailleurs dans les entreprises, de nouvelles structures ont été créées pendant la montée prolongée des luttes sociales de 1965 à 1970. Ce mouvement a brisé le moule de la Centrale syndicale nationale - l'union verticale fasciste de l'adhésion obligatoire - et débordé le contrôle de la hiérarchie phalangiste sur les principaux noyaux ouvriers. Des dizaines de milliers de jeunes travailleurs et travailleuses ont connu un important processus de politisation dans les écoles professionnelles, les ateliers, les usines et les quartiers ouvriers.

Au cours de ces années, un mouvement étudiant a paru capable de renverser l'Union universitaire espagnole (UES), une organisation fasciste d'adhésion obligatoire, et a construit l'Union démocratique des Étudiants d'Université (SDEU) dans les facultés et écoles techniques. Une expérience unique sous la dictature parce qu'un syndicalisme démocratique, de rassemblement et d'étudiant.e.s a été construit de manière ouverte et publique, en défi ouvert aux autorités académiques, policières et politiques. Le mouvement étudiant a conquis pendant quelques années des « espaces de liberté » dans les centres d'études dans une sorte de « double pouvoir » étudiant.

Dans le chapitre intitulé « Enrique Ruano. Mémoire vivante de l'impunité du franquisme » dans le livre collectif *Les années soixante : le monde aurait pu changer la base*, j'avais écrit que les révoltes des années soixante étaient l'expression du profond mécontentement que suscitait le modèle d'exploitation et de consommation dans les couches de la jeunesse de l'État espagnol et de plus en plus dans le prolétariat industriel. Ils ont également exprimé l'inconfort et la distance des secteurs importants de la gauche sociale concernant les propositions d'intégration dans un franquisme « réformé », de l'opposition socialiste fantomatique et même, dans certains secteurs, la méfiance envers les propositions eurocommunistes, majoritaires dans le mouvement d'opposition au franquisme.

Tout cela a rendu possible la croissance spectaculaire du Parti communiste d'Espagne (PCE), mais aussi d'une nouvelle gauche, embryon de la gauche révolutionnaire des années soixante-dix, avec une importante influence dans la jeunesse ouvrière - en particulier dans le secteur étudiant. Maoïstes, anarchistes et trotskystes ont constitué diverses organisations. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - IV^e Internationale -, ancêtre des *Anticapitalistas* actuels, est créée en 1970. Elle provient du Front populaire de Libération (FLP) qui jusqu'à sa dissolution en 1969 a eu un grand rôle dans la direction du mouvement étudiant.

Mai 68 en Espagne a commencé en octobre 67

Dans les universités espagnoles en 1967-1968, le mythique mois de mai 1968 s'est passé sans aucun événement particulièrement saillant à mentionner. En effet, comme l'ont signalé André Lwoff (Prix Nobel de physiologie et médecine, 1965) et Jacques-Lucien Monod, quand tous les deux ont refusé leur nomination comme docteur *honoris causa* par l'Université de Madrid, toute l'année était exceptionnelle. Lwoff a déclaré : « En d'autres termes, en Espagne, l'Université n'existe pas ». En effet, le fossé ouvert entre le corps étudiant et le régime franquiste a mis l'institution universitaire en banqueroute. Dans la plupart des universités, en particulier celle de Madrid, le cadre c'était des salles de classe fermées par arrêté ministériel et occupé par la police, et des mobilisations en permanence des étudiants, avec leurs dirigeants sanctionnés et jugés par la Cour de l'ordre public (TOP) ou activement recherché pour être arrêté. Nous pouvons affirmer que les universités espagnoles ont connu un petit, mais long, Mai en 1968.

Le 68 espagnol trouve son origine dans les années précédentes, très agitées. En 1965 s'est tenu la 1^{re} Assemblée libre des Étudiants de Barcelone et l'Union universitaire espagnole (SEU - syndicat officiel), s'est effondré. La tentative du régime de créer des Associations professionnelles d'Étudiants (APE), pour substituer le SEU, a aussi échoué. A Barcelone, l'Union démocratique des étudiants universitaires de Barcelone (SDEUB) est née dans le couvent des moines capucins de Sarriá, après des élections libres et un débat auquel ont participé des milliers d'étudiants. Plusieurs leaders étudiants ont été expulsés de l'université. A partir de là, les organismes qui sont créés dans le reste de l'État se sont appelés SDEU en ajoutant l'acronyme de la ville. Le 23 mars, des représentants étudiants des universités de cette ville et de Bilbao, Séville, Valence, Oviedo, Valladolid, Saragosse et Madrid se sont réunis à Barcelone pour signer un pacte de solidarité et déclarer : « Face à toute mesure répressive mis en place contre n'importe quel district, tous les autres se sentiront affectés ».

En 1966, se poursuivent des assemblées et mobilisations syndicales libres et massives. À Madrid, les professeurs Tierno Galván (plus tard maire de Madrid), Aranguren et trois autres professeurs ont été expulsés de l'université ; ainsi qu'à Barcelone celle de Manuel Sacristán et 68 professeurs non numéraires (PNN). La Cour (TOP) a multiplié les procès contre les représentants des universités de Catalogne et de Madrid. La longue et exemplaire grève des travailleurs de Laminación de Bandas à

Frío de Echevarri [petite ville près de Bilbao] a eu un grand écho auprès des étudiants de tout l'Etat espagnol, qui ont développé de nouvelles formes de solidarité. Le régime a tenté de sceller sa continuité « constitutionnelle » à travers la loi organique de l'État, première pièce à institutionnaliser le régime franquiste sans Franco, qui a été accompagné l'année suivante par la Loi Fondamentale du Royaume.

Le 7 janvier 1967, il y avait une forte présence étudiante dans les manifestations organisées par CCOO [Commissions ouvrières] à Madrid, Barcelone et dans d'autres villes. Le 26 avril, à Madrid, le SDEUM (Syndicat démocratique d'étudiants de Madrid) a été créé. Le 27 octobre, les étudiant.e.s ont de nouveau participé massivement dans les manifestations organisées par CCOO dans des nombreuses villes. En octobre, dans tout le pays ont eu lieu des élections libres appelées par le SDEU pour élire des délégués et les imposer contre la volonté des autorités académiques. Lors la première réunion de coordination préparatoire du Congrès national des étudiants (RCP) à Valence, il y a eu la tentative de coordonner toutes les universités. La répression menée contre elle a provoqué la première grève générale des étudiants sous le régime de Franco. L'assassinat par défenestration de l'étudiant valencien Rafael Guijarro a été le fait de la brigade de police sociale (BPS). Le 26, le gouvernement a ordonné la fermeture du siège des étudiants de Sciences à Madrid, ce qui a provoqué une vague de grèves et de manifestations en signe de protestation. En décembre, le gouvernement a tenté, en vain, de « supprimer » la direction du mouvement étudiant à travers une sanction sévère : l'expulsion de l'université de tous les élus de la faculté de Sciences politiques et économiques de Madrid.

En janvier de 1968, la Faculté de Sciences politiques et économiques de Madrid est fermée. Tous les étudiants sont sanctionnés par la perte de leur inscription. Il y a 39 expulsions dans les facultés des Sciences et Philosophie - qui est également fermée - de Madrid et 137 expulsions à Barcelone, la plupart dans des écoles techniques. Les assemblées, les manifestations et les affrontements avec la police s'étendent à Madrid, Barcelone, Séville, Oviedo, Malaga, Valence, Valladolid. Le 26 février, le VI^e et dernier RCP a lieu à Séville. Les représentants de Madrid ne sont pas venus à cause d'un désaccord avec l'orientation modérée que le PCE essaie d'imposer. Plusieurs représentants des étudiants sont détenus. Le 27 février, les universités de Madrid et de Valence sont fermées. Les affrontements des étudiants avec les fascistes de Defensa Universitaria de Madrid sont durs et se poursuivront les jours suivants. Le Conseil des ministres met en place une force de police universitaire pour occuper les campus et nomme un juge spécial pour les « crimes d'étudiants ». Le 6 mars, l'Université de Séville est fermée et de grandes manifestations se déroulent à Saragosse, Bilbao, Grenade, Pampelune, Santiago et Barcelone. Le même jour, à Madrid, l'éviction de cinq facultés a entraîné la poursuite de l'activité syndicale, malgré les fermetures académiques, et des activités culturelles, notamment des « classes parallèles » auto-organisées, des sit-in et des manifestations à l'intérieur et en face des bâtiments universitaires.

Le 26 mars les étudiants obtiennent une première victoire : la démission de la ministre de l'Éducation Lora Tamayo ; elle est remplacée le 14 avril par Villar Palasí (Opus Dei), pour promouvoir une réforme universitaire qui rende possible la rentabilité de l'enseignement et la pacification des campus. Son plan repose sur deux mesures qui ont rapidement fait faillite : l'émission de la dette universitaire (instrument financier public) et le décret-loi qui met en place des associations étudiantes. Ce même jour, les autorités sont obligées de fermer l'Université de Santiago.

Le 30 avril 1968, les étudiants de différentes villes adhèrent aux manifestations de CCOO du 1^{er} mai. Tout au long du mois, les étudiants ont montré leur solidarité avec les travailleurs de Standard (métallurgie) et Pegaso (fabriquant des camions) à Madrid et SEAT (automobile) à Barcelone. De même, ils ont boycotté la conférence à la Faculté de Droit de Madrid de Servan-Schreiber (libéral néo-capitaliste) aux cri de « À bas l'Europe des monopoles », « Vive l'Europe socialiste ».

Le 14 mai, on assiste à la réouverture de l'Université de Valence et de Madrid. Dans celle-là le jour même de la réouverture a lieu une assemblée de district qui finit par une manifestation massive en demande de l'annulation des sanctions des représentants des étudiants. Le 18 mai, à la Faculté d'économie de Madrid a lieu le récital en catalan de l'auteur-compositeur-interprète et poète Raimon. La mobilisation ultérieure déborde le contrôle de la police qui escorte la princesse (aujourd'hui reine) Sofia. Les étudiants partent vers le centre de la ville, après 3 heures de barricades dans la ville universitaire et dans la route nationale VI, avec slogans comme « Amnistie et Liberté », « Les étudiants avec les travailleurs, la police avec les banquiers », « Commissions au pouvoir », « Madrid avec Paris », « Paris avec Madrid » et l'habituelle « Une seule solution : la Révolution ».

En octobre et après les changements de perspective, des activistes qui ont tiré des enseignements du Mai français refusent une forme d'organisation qui avait été très utile dans le passé, mais qui a facilité la répression du régime dans la nouvelle étape, et les élections de la SDEU échouent. Ils n'ont pas le même écho que dans la période précédente. En outre, des centaines d'étudiants et d'opposants sont en prison ou dans la clandestinité, voire obligés de s'exiler. Dans ces conditions, le SDEUM s'est vraiment vidé de sa substance et a implosé.

La plupart des étudiant.e.s d'avant-garde, stimulé.e. par la répression, ont essayé de nouvelles formes d'organisation sur la base de l'exemple français. Ils initient les « procès critiques » aux enseignant.e.s et mettent en place une politique basé sur « l'action exemplaire » avec une orientation antihiérarchique et antiautoritaire. Un grand secteur des étudiants influencé par le FLP développe des comités d'action clairement anticapitalistes. Pour sa part, le PCE tente de renouveler la formule des conseils d'élèves et de la plate-forme des syndicats avec une politique plus académique et subordonnée au projet réformiste d'« Alliance des forces du travail et de la culture ». Le 1^{er} décembre, les affrontements massifs avec la police rebondissent à Barcelone et à Madrid.

En janvier 1969, le Rectorat de Barcelone est envahi par les étudiants. Le drapeau « national » est brûlé et le buste de Franco détruit. Le rejet du drapeau rouge et or monarchique avec l'aigle impérial se répandra dans d'autres universités tels que Valence.

Le 20 janvier, Enrique Ruano, étudiant de Droit à Madrid, membre d'une famille bourgeoise et activiste du Front de Libération populaire (FLP), arrêté quelques heures auparavant, est assassiné par défenestration par des membres de la police politique - Brigade politique sociale. Au-delà des manifestations d'étudiants, d'autres secteurs de la société se mobilisent et une grève générale prend place dans toutes les universités.

La réaction du régime ne se fait pas attendre. Il met fin à la période des politiques (timides) d'« ouverture » et de « libéralisation ». Le 24 janvier, l'état d'urgence est déclaré sur tout le territoire de l'État espagnol. Ceci prolonge la mesure en vigueur à Guipúzcoa depuis août 1968 après l'exécution par l'ETA du chef provincial du BPS, Melitón Manzanos, en réponse à l'assassinat du dirigeant de l'ETA Txabi Echebarrieta. Manuel Fraga Iribarne, ministre de Franco et plus tard « démocrate », déclare après le meurtre de Ruano par la police et la déclaration de l'état d'urgence, et en craignant que l'Espagne reproduise des situations comme celle de France : « Mieux vaut prévenir que guérir. Nous n'allons pas attendre un jour de mai pour que plus tard le retour à l'ordre soit plus difficile et plus coûteux ».

En février, il y a des déportations de professeurs de gauche et de membres de l'opposition. Plus de 500 arrestations d'étudiants et de travailleurs. 230 activistes des CCOO et des militants étudiants sont traduits en justice. Le régime met à terme sa phase de libéralisation technocratique. Le deuxième paquet de mesures visant à renforcer le régime est en cours : le renouvellement de l'accord militaire avec les États-Unis (utilisation des bases sur le territoire espagnol) et la

nomination de Juan Carlos Borbón comme futur successeur de Franco dans la direction de l'État à la mort de ceci.

Caractéristiques spécifiques

Le mouvement étudiant en Espagne s'est développé dans des conditions et de manières très différentes du mouvement de Mai en France. D'abord, les conditions imposées par la dictature rendaient difficiles la politisation et la conscience des étudiants et de leur organisation, mais elles étaient un catalyseur de rébellion. Le mouvement étudiant espagnol était dirigé par une jeunesse qui se sentait mal à l'aise dans les limites culturelles étroites et appauvrissantes imposées par la dictature et avec les coutumes et les mœurs répressives et asphyxiantes du national-catholicisme au pouvoir.

Deuxièmement, le poids numérique des étudiants espagnols était inférieur à celui des étudiants du reste des pays industrialisés. Selon l'Institut national de la statistique (INE), le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur s'élevait à 160.008 en 1967-1968, dont 115.590 dans des facultés, 38.695 dans les écoles techniques supérieures, 4.005 dans l'enseignement artistique et 1.718 dans l'enseignement militaire. Par conséquent, les étudiants universitaires « civils » de l'État espagnol étaient 158.000 contre 550.000 en France ou 413.000 en Italie.

La majorité des étudiants venait de familles bourgeoises ou de la classe moyenne professionnelle, et les étudiants universitaires provenant des familles de travailleurs n'étaient que le 4%. Par conséquent, les étudiants, principalement des hommes, étaient les enfants des vainqueurs de la guerre civile et, en tout cas, appartenaient à la bourgeoisie et aux classes moyennes professionnelles qu'était la base sociale du régime.

L'enseignement universitaire dans l'Espagne franquiste était un objectif secondaire. Selon UNESCO, pour l'année académique 1964-65 l'État a dépensé 2,7 dollars US per capita pour l'éducation universitaire ; le Ghana 4,2 ; le Portugal 4,3 ; l'Italie 12,8 ; les USA 92 ; l'URSS 113 et le Japon 137,6. Cela signifiait que dans l'année universitaire 1964-65, les étudiant.e.s universitaires qui bénéficiaient d'une certaine aide pour acquérir des livres n'étaient que 14% et ceux qui avaient une bourse pour couvrir leurs dépenses ne représentaient que 1,4% des étudiant.e.s. En 1967, le budget de l'État a consacré 1,13% à l'université et 22,5% à l'armée, à la garde civile et à la police.

Éléments communs avec révoltes dans d'autres pays

La dictature a mis au premier plan la question des libertés et a encouragé les aspirations démocratiques, mais logiquement les dégâts du capitalisme ont généré une conscience et une lutte sociale anticapitalistes. Le mouvement étudiant a exprimé le rejet d'une génération envers l'une des fonctions fondamentales de l'université dans la société : la formation de classe et la reproduction des élites dominantes. Rejet qu'à son tour le mouvement lui-même a nourri.

La dimension démocratique du mouvement étudiant l'a amené de manière élémentaire à critiquer l'organisation territoriale associée au régime franquiste. Les étudiants universitaires de tout l'État espagnol étaient réceptifs et solidaires des aspirations démocratiques des nationalités historiques. Le questionnement du franquisme devenait aussi la mise en question de l'État unitaire et centraliste espagnol. Par pure cohérence démocratique, le mouvement a très vite mis en cause le modèle et la fonction assignés à l'Université par le système capitaliste. D'où les slogans pour l'« Université populaire » ou l'« Université Démocratique ». De la critique au rôle de l'institution, elle devient

bientôt à la critique du système capitaliste lui-même au service duquel elle est conçue.

L'intérêt qu'a suscité le mouvement étudiant en France en Mai 1968 dans un large secteur s'est multiplié de façon exponentielle dans le secteur étudiant du Front de Libération populaire, organisation dans laquelle militaient de nombreux leaders étudiants à l'époque. Le festival de Raimon du 18 mai 1968 à la Faculté d'Economie et la mobilisation subséquente de plus de 6.000 étudiant.e.s qui pendant des heures se sont confronté à la police dans les rues de Madrid, ont été l'expression de la « majoration » de l'université de Madrid, que le chanteur a rappelé dans « 18 de maig à la villa » au moyen de versets « Per unes quantes hores/ ens vàrem sentir lliures,/ i qui ha sentit la llibertat/ té més forces per viure » (Pendant quelques heures / nous nous sentîmes libres / et qui a senti la liberté / a plus de forces pour vivre).

Les objectifs des étudiant.e.s et de la jeunesse ouvrière française étaient des objectifs, des formes d'organisation et de lutte que de nombreux militants de l'Etat espagnol avaient cru devoir mettre en place. Le FLP, dont la Fédération pour les affaires étrangères était investie dans les mobilisations ouvrières parisiennes et dans les barricades étudiantes, était l'organisation la plus perméable aux nouvelles approches, notamment dans le secteur étudiant. Les textes de Daniel Bensaïd et de la JCR vinrent s'ajouter aux écrits qui circulaient déjà d'Ernest Mandel. À partir d'une expérience vivante, nous avons intégré dans nos rangs le discours du courant qui, à notre avis, avait mieux interprété l'évènement et proposait la démarche stratégique plus attrayante.

Une gauche à la gauche du très puissant PCE émergeait. Une nouvelle gauche qui donnait un contenu politique démocratique à sa lutte contre le franquisme, mais qui a surmonté l'étroitesse du regard réformiste limité à la « récupération des libertés » au travers d'un pacte interclassiste et avec les secteurs réformistes du franquisme. Cette gauche a posé la nécessité de la lutte pour le socialisme et la révolution socialiste.

Très vite, les vecteurs antiautoritaires et antihiérarchiques présents à Berlin, Rome et Paris, ont imprégné le mouvement. Et avec eux aussi la nécessité de prendre en compte ensemble le modèle de vie et le modèle de société. De même, dans l'État espagnol le mouvement d'étudiant du franquisme tardif fut l'embryon de derniers développements des dits nouveaux mouvements sociaux : le féministe, l'écologiste, le pacifisme.

Les propos de Hannah Arendt sur l'attitude des jeunes à Berkeley, Rome ou Paris dans les années soixante sont également applicables à la nouvelle génération de militant.e.s de l'Etat espagnol : ils ont montré « la détermination à agir, leur joie dans l'action et leur confiance dans le capacité à changer les choses avec leurs propres efforts. »

Conséquences politiques

Le mouvement étudiant sous le régime de Franco était un élément de politisation de la jeunesse et un catalyseur pour les processus sociaux plus larges, comme cela s'était déjà produit auparavant dans la Deuxième République, ce que Trotski a magistralement décrit avec la métaphore de la pièce de théâtre dont le premier acte est ouvert par les étudiant.e.s, mais demande que les classes ouvrières soient présentes dans le second.

La dictature a perdu sa légitimité face aux enfants des secteurs qui constituaient sa base sociale, ce qui a rendu très difficile le renouvellement des cadres politiques du régime et a contribué à l'érosion de son soutien au sein des classes moyennes. Le mouvement étudiant sous le régime de Franco était un acteur politique particulièrement important dans le processus de la mise en question de la dictature militaire fasciste. Il a contribué à perturber les opérations cosmétiques du régime

favorisées par les secteurs dits d'« ouverture » et a dynamité les diverses manœuvres pour maintenir des institutions d'encadrement et de contrôle des étudiants universitaires.

Nous pouvons affirmer que le franquisme a perdu l'université et a commencé à perdre les usines, ce qui a entravé sa légitimation, mais aussi le recrutement de nouvelles élites. 1968 a marqué la fin d'une période d'ouverture du régime et le début d'un autre : la sénilité du franquisme tardif.

15/06/2018

Manuel Gari, membre du Conseil d'Édition de *Viento sur* et militant d'Anticapitalistas.
